

# LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

VOL. III.

NEW-YORK, MERCREDI, 17 NOVEMBRE 1830.

NO. 76

## FRANCE.

### CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 9 septembre.

M. Séguier occupe le fauteuil.  
Le procès-verbal est lu et adopté.  
M. le président annonce qu'il s'agit de recevoir M. le comte de Ségur, et nomme M. le comte de Lamignon et M. le duc d'Istrie pour introduire.  
M. le comte Pelet de la Lozère est malade. Son fils, député, fait passer son serment par écrit.  
M. le marquis de La Guiche prête serment.  
M. le comte de Ségur est introduit et prête également serment.  
M. le duc de Lorges annonce qu'il ne peut prêter serment.  
L'ordre du jour est la discussion en assemblée générale de la proposition relative à l'abrogation de la loi du sacrilège.  
Après une discussion de peu d'importance, dans laquelle sont entendus MM. Dubouché, St-Priest, d'Argout, Pontécoulant et Portalis, on passe au scrutin. M. le marquis de Mortemart fait l'appel nominal.

Nombre des votans, . . . . .	103
Oui, . . . . .	98
Non, . . . . .	5

La proposition est adoptée.  
Pendant le scrutin, M. le prince de Talleyrand entre dans la salle; il est entouré par un grand nombre de pairs qui semblent le féliciter sur sa nomination d'ambassadeur près la cour d'Angleterre.  
La suite de l'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à la réélection des députés.  
M. le président met aux voix les divers articles. Les quatre premiers sont successivement adoptés.  
M. le marquis de Mortemart demande la parole sur le 5e, celui qui soumet à la réélection les députés qui, jusqu'à présent ont accepté des fonctions; il considère cet article comme introduisant un principe de rétroactivité, ce qui est toujours dangereux; cependant le noble pair ne demande pas le rejet de cet article qui est adopté.  
On procède à l'appel nominal.

Nombre des votans, . . . . .	86
Pour, . . . . .	83
Contre, . . . . .	2
Nul, . . . . .	1

On passe à la discussion du projet de loi relatif à la révision des listes électorales de 1830. Les deux articles de cette loi sont successivement mis aux voix et adoptés sans discussion. On passe au scrutin.  
Nombre des votans, . . . . . 93  
Oui, . . . . . 91  
Non, . . . . . 1  
Billet blanc, . . . . . 1  
La chambre décide qu'elle entendra demain les rapporteurs des commissions nommées pour examiner la proposition de M. Simon, tendant à attribuer au jury la connaissance des délits politiques et de la presse, et la loi concernant les bannis.  
On passe à la discussion du projet de loi relatif au mode de pourvoir aux vacances de la chambre des députés. Personne ne demandant la parole sur l'ensemble de la loi, M. le président donne lecture des deux paragraphes de l'art. 1r, ils sont adoptés ainsi que les art. 3, 4 et 5.  
On procède au scrutin.

Nombre des votans, . . . . .	88
Oui, . . . . .	86
Non, . . . . .	2

La séance est levée à 5 heures un quart.

Séance du 10 septembre.

A deux heures et demie M. le baron Séguier occupe le fauteuil.  
Le prince royal assiste à la séance.  
Après l'adoption du procès-verbal, M. Dubouché donne lecture d'une proposition dont le but est de réprimer les délits commis dans les édifices consacrés aux cultes.

M. Séguier. — Je ne sais pas, messieurs, si nous sommes assez nombreux pour délibérer; nous allons entendre le rapport de la commission chargée de l'examen de la proposition relative à l'application du jury aux délits de la presse, et plus tard, si la chambre est en nombre, M. Dubouché pourra renouveler sa proposition.

M. Simon, rapporteur, a la parole. Il passe en revue toute la législation de la presse depuis 1815. Jugée d'abord par les tribunaux correctionnels, elle fut, par la loi de 1822, soumise à la juridiction des jurés, puis rendue plus tard à l'investigation des tribunaux correctionnels; il conclut à l'adoption pure et simple du projet.

La chambre ordonne l'impression et la distribution du rapport. Le jour de la discussion sera ultérieurement fixé.

M. de Choiseul, rapporteur de la commission chargée de l'examen du projet de loi sur le rappel des bannis, monte à la tribune. Il fait ressortir l'opposition qui existe entre les articles 11 et 66 de la Charte, et la loi de 1846. Peut-être, dit l'orateur en discutant l'art. 3 du projet, un tems viendra (et j'en exprime ici le vœu personnel) où la France libre, heureuse et respectée comme elle doit l'être, dégagée d'éléments de troubles et de vaines espérances, pourra ouvrir son sein à des destinées malheureuses et environnées de tant de gloire, mais aujourd'hui la politique a ses exigences aussi bien que l'humanité. Il conclut à l'adoption pure et simple du projet.

M. de Malleville demande la discussion immédiate.

M. Séguier: C'est tout au plus si la chambre est en nombre pour délibérer.

Plusieurs pairs: Aux voix la discussion.  
La discussion est mise aux voix, et il est décidé qu'elle aura lieu immédiatement.

M. de Breteuil pense que ce serait mal connaître l'esprit public que de s'imaginer qu'il confond les malheurs qui ont assailli la France, avec les principes qui ont amené la révolution; il déclare qu'il n'attachera jamais son nom à un projet de loi qui le rendrait moralement complice de ceux qui en ont propagé les principes.  
Il vote le rejet de la loi.

M. de Broglie: L'art. 7 de la loi de 1816 était une violation ouverte de

la Charte, c'était une vengeance contraire à la volonté même de Louis XVIII. Si le gouvernement actuel pouvait empêcher l'exécution de la loi de proscription par une simple tolérance, il ne balancerait pas; mais le seul moyen de l'annuler entièrement, c'est de la rapporter.

M. Dubouché demande la parole.

De toutes parts: Aux voix! aux voix!

Le président: Laissez parler.

M. Dubouché: Lorsque la loi de 1816 fut votée, M. de Richelieu, obéissant aux ordres du roi, combattit l'art. 7, mais intérieurement il l'approuvait, et cet article n'en fut pas moins adopté par la chambre des députés. Je ne pense pas qu'il soit besoin d'une disposition législative pour en empêcher l'effet, le roi peut user du droit de faire grâce. Je vote contre le projet.

M. de Broglie: Est-il vrai qu'il y avait dans la Charte un article qui interdisait toute recherche d'opinions antérieures? Est-il vrai que la loi de 1816 est en opposition avec cette disposition du pacte fondamental? Voilà toute la question.

M. Decazes: On a cru devoir citer l'opinion d'un de mes nobles collègues. J'étais ministre en 1816, et j'ai été surpris d'entendre que le noble duc de Richelieu avait approuvé l'article 7 d'une loi de proscription. Cette mesure qui nous fut imposée par cinq cent mille étrangers et par la chambre des députés, fut bannie, non-seulement du roi Louis XVIII, mais aussi de ses ministres. Je ne puis pas attester que M. de Richelieu, entraîné par un mouvement involontaire, ne se soit pas levé pour son adoption; cependant j'étais à côté du noble duc, et je ne me rappelle point cette circonstance.

M. Labouché: Trois ministres se sont levés.

M. Decazes: Des circonstances impérieuses nous imposaient la loi. Il est possible que plusieurs d'entre nous se soient levés, mais il n'en est pas moins vrai qu'il nous la désapprouvions.

M. Dubouché: Je crois avoir dit simplement que M. de Richelieu avait cédé à la nécessité.

M. de Barbé-Marbois: Le ministère fut unanime contre la loi.

De toutes parts: Aux voix! aux voix!

Le président met successivement aux voix les différents articles qui sont adoptés ainsi que l'ensemble.

Le dépouillement du scrutin donne 85 votans, 73 oui, 9 non, et 4 billets blancs.

M. Dubouché relit sa proposition, qui est renvoyée dans les bureaux. Lundi séance publique à deux heures.

### CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PRÉSIDENCE DE M. LAFFITTE.

Séance du 8 septembre.

A une heure et demie la séance est ouverte.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. de Turckheim demande un congé de quinze jours pour remplir une mission publique. — Accordé.

L'ordre du jour appelle M. Thouvenel à la tribune pour le développement de sa proposition tendant à abroger la loi du sacrilège, à l'exception de l'art. 11 du titre II.

La prise en considération de la proposition de M. Thouvenel est mise aux voix et adoptée.

M. le Président: L'ordre du jour appelle ensuite la discussion de la proposition de M. le général Demarçay, ayant pour objet le mode à établir pour l'examen des lois de finances: M. le général Brennier a la parole.

M. Brennier: La proposition de mon honorable collègue m'avait d'abord paru renfermer tous les éléments d'utilité; mais depuis j'ai entendu les observations de la commission, et je m'y réunis.

M. Pelet de la Lozère vote pour l'ajournement de la proposition.

M. de Tracy appuie la proposition de M. Demarçay. Plusieurs autres membres votent pour la proposition de la commission.

Après avoir entendu le résumé de M. Kératry, rapporteur de la commission, la chambre passe à la discussion des articles.

L'art. 1er est adopté. Il est ainsi conçu:

Art. 1er. Chacun des bureaux de la chambre nommera 3 de ses membres pour l'examen des budgets des dépenses et des recettes de l'état.

Art. 2. Cette commission, ainsi composée de 27 membres, pourra se diviser en autant de sections qu'elle le jugera convenable, et chacune pourra être affectée à l'examen d'un budget d'un ou de plusieurs ministères.

L'article est adopté.

Art. 3. Les rapports de chaque section, après avoir été adoptés dans une assemblée générale de la commission, pourront être successivement apportés à la chambre, qui délibérera sur les divers budgets dans l'ordre de leur présentation officielle, à moins qu'une intervention de cet ordre ne soit consentie par le gouvernement.

Art. 4. Il sera voté par un seul scrutin secret sur l'ensemble du budget des dépenses.

Cet article, combattu par MM. Pelet de la Lozère et de Tracy, est mis aux voix et rejeté.

Art. 5. Quel que soit le nombre des membres dont se composera la commission du budget des recettes, et quel que soit celui de ses sections, elle ne fera qu'un seul rapport.

Plusieurs membres demandent la suppression de cet article;

M. de Berbis propose la rédaction suivante:

« La commission du budget ne fera qu'un seul rapport des recettes. »

Cette rédaction est adoptée.

La chambre adopte l'ensemble de la proposition.

Séance du 11 septembre.

La séance est ouverte à une heure.

L'ordre du jour est la lecture des propositions de MM. Benjamin-Constant et Boissy-d'Anglas.

Rapport de la commission des pétitions.

M. de Lorme a remis entre les mains de M. Labbey de Pompières une somme de dix mille francs, pour le soulagement des parents des victimes des trois mémorables journées.

M. de Broglie: Nous avons été nommés pour la confection des lois, mais nous avons outrepassé notre mandat en faisant un roi et une Charte (bruit, mouvement tumultueux; le règlement! M. de Broglie essaie de parler, mais le bruit augmente à tel point qu'il est obligé de descendre

de la tribune; il paraît être fort mécontent de l'improbation qui se manifeste, même dans l'extrême gauche.)

M. Benjamin-Constant: C'est avec douleur que je me vois forcé de m'élever contre les paroles de mon honorable ami, M. de Broglie, si distingué par son patriotisme, son courage et les services qu'il a rendus à la liberté. Mais ces paroles sont imprudentes, puisqu'elles peuvent autoriser les ennemis de l'ordre à méconnaître les droits du roi citoyen que la France s'est donnée. J'oserai donc supplier mon honorable ami de ne point se laisser entraîner par un zèle indiscret. Nous devons rester unis autour du trône constitutionnel; c'est là que se trouve le ralliement de tous les Français. Les circonstances où nous nous sommes trouvés étaient extraordinaires et justifient nos actes; unissons-nous, messieurs, pour le salut de la France; nous l'avons commencé, nos successeurs l'acheveront, pourvu que nous leur donnions l'exemple de la modération.

M. de Gontaut demande un congé indéfini.

Le congé est accordé.

MM. Karkouet, l'Evêque, Blin-Bourdon prêtent serment.

M. le président lit un message des pairs, par lequel le président de la chambre haute envoie à celle des députés la loi qui abroge celle du 20 avril 1825, sur le sacrilège. La loi est renvoyée dans les bureaux pour procéder à son examen.

M. Benjamin Constant lit sa proposition ainsi conçue:

1° Il est libre à tout citoyen d'exercer la profession d'imprimeur et de libraire, sans avoir besoin d'obtenir d'autorisation, et sans autres formalités qu'une déclaration faite par lui devant le maire de son arrondissement.

2° Toutes dispositions législatives portant obligation de se pourvoir d'autorisation ou de brevet, pour exercer lesdites professions, sont et demeurent révoquées.

3° Les dispositions de la loi du 18 octobre 1814, relatives aux imprimeries clandestines, sont maintenues.

Le président: Je propose de fixer la séance de lundi pour le développement de la proposition de M. Benjamin Constant. Adopté sans réclamation.

M. Boissy-d'Anglas a la parole pour la lecture de sa proposition ainsi conçue:

Art. 1. La loi du 11 septembre 1807 est abrogée.

Art. 2. Lorsque par des services distingués, de grands fonctionnaires tels que ministres, maréchaux de France, auront droit à une récompense nationale, et que la situation de leur fortune le rendra nécessaire, il pourra être accordé à eux, à leurs veuves et à leurs enfants, une pension dont le maximum n'excèdera pas 10,000 fr. en totalité.

Art. 3. La demande de chaque pension sera soumise aux chambres et délibérée comme un projet de loi, et l'inscription au trésor public aura lieu ensuite suivant les formes voulues.

M. le président fixe à lundi le développement de la proposition de M. Boissy-d'Anglas.

M. de Vatimesnil, rapporteur de la commission des pétitions, a la parole.

Les sieurs Fabien et Bissette demandent la mise en accusation de M. le comte de Peyronnet, de M. de Chabrol et de M. de Clermont-Tonnerre, à raison des abus d'autorité et des attentats commis par ces anciens ministres envers leur personne, leur vie et leur honneur.

Si jamais il a existé une affaire propre à montrer tout ce que les lois en vigueur dans les colonies, ont d'odieuses et de tyranniques, c'est assurément celle dont il est parlé dans la pétition de MM. Fabien et Bissette.

M. le rapporteur raconte les détails déjà connus de l'attentat commis par MM. Peyronnet, Clermont-Tonnerre et Chabrol contre ces infortunés; pendant son discours l'indignation se manifeste dans toutes les parties de la salle. MM. Fabien et Bissette, que l'on aperçoit, reçoivent des marques d'intérêt.

La commission n'a pas trouvé, dans la conduite de MM. de Clermont-Tonnerre et de Chabrol, de quoi former contre eux une action de haute trahison ou de concussion.

Quant à M. de Peyronnet, il paraît impossible de l'accuser, puisqu'il a été cause que les pièces du procès n'ont pas été adressées à la cour de cassation. Néanmoins, quelque blâmable que soit cette action, elle ne constitue pas les crimes qui, seuls, d'après l'ancienne charte, constituent la criminalité des ministres.

La commission vous propose donc le renvoi de la pétition au ministère de la marine et au dépôt des renseignements.

Le côté droit appuie les conclusions de la commission. Mais MM. de Corcelles, Delaborde et de Schonen, interpellent vivement les adversaires du renvoi à la commission d'accusation; ce renvoi est mis aux voix et adopté à une immense majorité.

MM. Berryer, Lardemelle et Gestas se lèvent seuls pour le rejet de la proposition de M. Delaborde.

Après la lecture de quelques autres pétitions sans intérêt, la séance est levée.

### POLICE CORRECTIONNELLE. — 2 octobre.

PROCÈS DES AMIS DU PEUPLE.

MM. Hubert, président de la société des Amis du peuple, Thierry, secrétaire de cette Société; Caffin, propriétaire du local où elle se réunit, rue Montmartre, No. 113, et David, imprimeur, dont les presses ont servi à l'impression d'un placard, délibéré dans une des réunions des Amis du peuple, comparaissent devant la police correctionnelle, par suite du renvoi prononcé par la cour royale. Nous avons fait connaître cet arrêt de renvoi il y a quelques jours.

A l'appel de la cause, M. l'avocat du roi Daguessau-Séguier a demandé une remise à huitaine, motivée 1o. sur ce que M. Barthe, qui devait originairement soutenir la prévention, ayant été nommé président de chambre à la cour royale, lui, M. Daguessau, n'avait eu le tems de se préparer suffisamment; 2o. sur ce que, au moyen de cette remise, les prévenus auraient des chances d'être jugés par le jury, conformément au vœu de la nouvelle Charte, et en exécution de la loi actuellement en discussion devant les chambres.



M. le président se disposait à prononcer la remise, lorsque les prévenus ont déclaré chacun à leur tour insister à être jugés sur-le-champ. Ils ne voulaient pas, ont-ils dit, attendre la promulgation d'une loi dont l'adoption serait peut-être différée, ni rester plus long-temps sous le poids d'une prévention qui les plaçait dans une position tout-à-fait pénible. M. Caffin a ajouté, comme considération à lui personnelle, le désir qu'il avait d'aller en ce moment en Belgique, et l'empêchement qui résulterait d'un plus long retard. Quant au motif donné par M. l'avocat du roi, et tiré de l'impossibilité où il avait été de se préparer suffisamment, les prévenus ont répondu qu'ils étaient persuadés de toute la capacité de ce magistrat et de son aptitude à porter incontinent la parole dans les affaires mêmes les plus difficiles. Enfin MM. Hubert et Thierry ont fait observer que, pour obtenir leur mise en liberté provisoire, il leur avait fallu consigner, l'un 6,000 frs. et l'autre 3,000 frs. et qu'il était important pour eux de rentrer le plus tôt possible dans ces sommes.

M. le président ayant inutilement fait de nouveau aux prévenus quelques observations, leur a donné acte de leur volonté d'être jugés immédiatement, et a remis l'affaire à la fin de l'audience, pour être plaidée la dernière de toutes celles inscrites sur le rôle.

La séance est suspendue à trois heures. A quatre heures elle est reprise, et M. le président fait de nouveau appeler l'affaire des *Amis du peuple*.

Après l'exposé sommaire de la prévention par M. l'avocat du roi, le tribunal s'occupe de l'interrogatoire des prévenus.

M. le Président au sieur Hubert : Vous avez pris au commencement de l'audience la qualification de Président de la société des *Amis du peuple*. Persistez-vous dans cette déclaration ?

R. Oui, monsieur.

D. Cette société se compose de plus de 20 personnes ?

R. Elle se composait de 120 à 130 personnes lors de notre arrestation : elle se compose aujourd'hui de 350 personnes.

D. Vous aviez des registres pour inscrire les noms des membres et les procès-verbaux des séances ?

R. Oui, M. le président.

D. Les séances étaient-elles publiques ? Toutes les personnes qui se présentaient étaient-elles admises ?

R. Oui, M. le président.

D. Vous vous occupiez de matières politiques ?

R. Oui.

D. Aviez-vous obtenu pour vous réunir l'agrément du gouvernement ?

R. Nous ne l'avons pas demandé, parce que nous avons le droit de nous former en société sans la permission ni l'agrément de personne.

L'interrogatoire continue à l'égard de M. Thierry et de M. Caffin, qui répondent dans le même sens. M. l'avocat du roi prend ensuite la parole et conclut contre les prévenus en vertu de l'article 291 du code pénal.

M. Hubert demande à s'expliquer personnellement. Messieurs, c'est un étrange spectacle que de voir citer devant vous deux mois après la révolution du 29 juillet, des personnes qui n'ont pas été étrangères au succès de nos grandes journées. Que ceux qui n'ont pas reculé devant cette funeste anomalie en portent la peine ; quant à moi, je n'aurai pas l'insupportable faiblesse de vous accepter pour juges, et de me défendre devant vous. Ami de l'ordre nouveau créé par la révolution, je ne dois pas compte de mes opinions aux hommes que nous avons vaincus. Assez longtemps vous n'avez pas laissé passer une semaine sans envoyer en prison un ami de la liberté. Les tems sont changés. Juges de Charles X, récusiez-vous ; le peuple vous a dépouillés de la toge en rendant la liberté à vos victimes. Vous-mêmes avez sanctionné la sentence en fuyant lorsqu'il se battait. Voyez ces rubans tricolores dont nous sommes parés : il y a deux mois encore vous les eussiez flétris comme des insignes de sédition. Osez-vous avec la même confiance juger ceux qui les ont portés au mépris de vos vengeances ? Osez-vous affronter sur vos sièges, dont les fleurs de lis ont été arrachées, ceux qui ont chassé l'idole à laquelle ont été sacrifiés tant de proscrits !

Si, à défaut de justice, un sentiment de pudique convenance ne vous porte pas à vous abstenir, condamnez-moi ; mais au moins vous ne me jugerez pas : car je me respecte trop pour reconnaître en vous un tribunal légitime. Je puis aller en prison par votre ordre, je ne puis me dégrader jusqu'à vous soumettre une justification que vos antécédents vous mettent hors d'état de comprendre. (Vifs applaudissements dans l'auditoire.)

M. le Président se hâte de donner la parole à M. Boinvilliers, avocat de M. Thierry. M. Boinvilliers justifie les *Amis du peuple*, renvoie à l'incurie du ministère les reproches dont on a chargé cette Société. Il repousse toute l'application de l'article 291, comme étant abrogé par le seul fait de la révolution de juillet.

Quant au placard, il soutient que la Société n'a nullement appelé le concours de la force matérielle contre la chambre des députés, mais a seulement appelé les citoyens à se réunir pour amener légalement la dissolution de cette chambre.

Après quelques observations de l'avocat de M. Caffin, M. Dagnessan a répliqué, en examinant de nouveau la question de la légalité des assemblées politiques ; il a dit que les meilleures choses pouvaient, selon les circonstances, devenir funestes. C'est ainsi, a-t-il dit, que le canon avait été bon le 28 juillet pour prendre l'Hôtel-de-Ville et anéantir les Suisses, mais mauvais lorsqu'on l'avait employé à mitrailler les citoyens.

M. Caffin vivement : Lorsque le canon de l'Hôtel-de-Ville a exterminé les Suisses, nous n'avons pas voulu seulement renverser Charles X et 91 pairs : nous avons aussi mitraillé l'art. 291 du code pénal.

Le tribunal s'est retiré pour délibérer. Pendant cette suspension d'audience, les amis de M. Hubert ont décidé que le discours prononcé par le prévenu serait imprimé et crié dans les rues.

Après deux heures de délibération, et à sept heures du soir le tribunal a, par l'organe de M. le président Dufour, rendu un jugement qui, par application des art. 2 de la loi du 25

mars 1822, et 291 du code pénal, a condamné MM. Hubert à trois mois de prison et 300 fr. d'amende ; Thierry à trois mois de prison et 100 fr. d'amende ; Caffin, à 16 fr. d'amende. Le sieur David a été renvoyé de la prévention.

Aucune manifestation bruyante n'a accueilli ce jugement.

## ÉTATS-UNIS.

### NEW-YORK.

Le 20 octobre les collèges électoraux de plusieurs départements de France ont dû se réunir pour envoyer à la chambre 130 nouveaux députés. Toute l'attention se porte vers ces nominations qui doivent décider du sort du ministère ; elles donneront une nouvelle physionomie à la chambre qui à chaque moment devient plus impopulaire, et qui après quelques jours d'énergie et de courage semble comme effrayée de ses propres œuvres, et refuse d'atteindre avec la nation le but que l'on devait se proposer après de si glorieux efforts. Il est évident que cette chambre et ce ministère engourdis ont été débordés par la révolution qui ne peut s'arrêter que lorsque le peuple aura obtenu toutes les garanties pour son indépendance, car tout le monde en France veut la liberté, et si quelques uns craignent de perdre les fruits de la révolution en avançant davantage, le grand nombre pense que l'on n'a rien fait tant qu'il restera quelque chose à faire.

Parmi les actes les plus impopulaires de la chambre des députés, nous n'hésiterons pas à citer le refus d'un coin de terre aux cendres de Napoléon. La peur a dicté cette résolution, mais tout le monde sait que la peur est un mauvais guide ; on a craint qu'à la vue de ces nobles restes quelque cœur de soldat ne battit plus fort, on a redouté quelques souvenirs de gloire ou de reconnaissance ; et pourtant si les députés jugent de la France par ce qu'ils éprouvent eux-mêmes, que peuvent-ils avoir à redouter : pourquoi d'autres se rappelleraient-ils ce qu'ils ont si vite oublié ? Les trois-quarts de ces représentants doivent à Napoléon leurs honneurs, leur fortune, celle de leurs familles ; pendant vingt ans ils ont été ses serviteurs les plus dévoués, et aujourd'hui deux voix seulement parmi cette foule osent demander qu'on lui accorde six pieds de terre sur le sol français. Ces généraux, ces préfets, ces administrateurs de l'empire, députés aujourd'hui, s'ils ont si vite perdu la mémoire, ne doivent-ils pas supposer que la France l'a perdue comme eux ? Non, nous ne craignons pas de le répéter, cette mesure est impopulaire, et nous ajouterons elle est impolitique, car elle indique de la crainte, de la faiblesse et de l'ingratitude. Qu'après les journées de juillet, dans la crainte de l'anarchie et de la guerre civile, les députés aient cherché à éloigner des souvenirs qui, exprimés trop hautement parmi le peuple ou l'armée, eussent pu compromettre la tranquillité publique, qu'ils aient pris sur eux par une décision hardie de faire sortir la nation de cet état d'incertitude si dangereux, et n'aient pas voulu donner aux divers partis le tems de compter leurs forces et peut-être d'en venir aux mains, nous laisserons à ceux qui étaient présents à juger de l'urgence des mesures qu'ils ont adoptées ; mais ce qu'il nous est permis de juger par nous-mêmes, ce que nous dit notre raison, notre conscience, et le souvenir de vingt ans de gloire, c'est qu'en repoussant cette pétition les députés ont méconnu le vœu de la nation.

A l'avènement de Louis-Philippe, tous les journaux répétaient que lui-même avait demandé au gouvernement anglais que les restes de Napoléon fussent rendus à la France, et cette nouvelle avait été accueillie avec joie et reconnaissance par tous ceux à qui l'honneur national est resté cher. D'après tout ce qu'on nous rapporte de ce prince, nous sommes portés à croire que telle a été sa pensée, mais que de craintifs ministres ont arrêté cette inspiration qui partait d'un cœur généreux. Il est à désirer pour lui-même qu'à la popularité que lui donnent sa vie privée, quelques détails d'intérieur et de famille, il cherche à ajouter cette popularité plus solide et plus durable, basée sur des actes qui prouvent de la force, de la grandeur et de la confiance dans la nation ; celle-là ne s'use pas par l'habitude et elle résiste au tems, à la malignité, aux calomnies et aux entreprises des partis.

L'opinion que nous émettons, nous la trouvons partagée par quelques journaux français qui jusqu'à ce moment ont à peine osé prononcer le nom de Napoléon ; le *National* termine ainsi un long article sur ce sujet :

..... La majorité considérable qui a réclamé l'ordre du jour a-t-elle cru que, dans l'état d'agitation où est la France, ce pût être un danger que de présenter au souvenir des vieux soldats et des fils des soldats de Bonaparte les cendres du vaincu de Waterloo ? Peut-être y aurait-il quelque fondement à une telle crainte, si les restes de Napoléon n'étaient qu'à quelques lieues de nos côtes, et que, pour les obtenir de la puissance qui possède Sainte-Hélène, il suffît à notre gouvernement de les réclamer. Mais la chambre aurait pu songer à la distance qui nous sépare des lieux où le proscrit de la sainte-alliance rend sa grande âme, et aux lenteurs que la diplomatie peut si aisément introduire dans les affaires les plus simples. Pour renvoyer les deux pétitions au ministre des affaires étrangères, on n'eût pas été menacé de voir, le lendemain, le cercueil de Napoléon traverser les rues de Paris ; peut-être même, une fois la prise en considération accordée, n'eût-on pas obtenu de revoir ces glorieux restes ; mais, du moins, une

pensée généreuse, une intention reconnaissante, un vœu national, n'eussent pas été repoussés avec une indifférence pire que de la haine.

« Bonaparte nous est venu comme Cromwell aux Anglais, dans un moment où nous avions besoin que quelqu'un sût, non pas faire des lois, car les législateurs ne manquaient point, mais faire respecter les lois telles quelles. L'histoire, si déjà nous sommes assez ingrats pour l'oublier, l'histoire dira quel législateur ce fut que ce merveilleux et jeune soldat qui n'avait encore médité que sur les champs de bataille. Sans doute, il fit au pouvoir une large part, et il le fallait puisque la France n'en murmura point, et éprouva, de se voir gouvernée, le même bonheur, le même bien qu'elle avait ressentis en goûtant pour la première fois de la liberté en 89. Tout autre soldat que lui eût su comprendre qu'il fallait de la vigueur, qu'il y avait nécessité d'imposer silence, même aux vœux de liberté le plus justes en principe ; mais quel autre eût su comme lui concilier dans sa législation dictatorial, avec cette première nécessité d'un pouvoir fort, l'esprit de la révolution, et ordonner suivant cet esprit, sinon le gouvernement, au moins la société. Qu'on lise les discussions du Code civil, on y verra sa conscience d'ami de la révolution, d'homme passionné pour les progrès de la civilisation, pour le travail et l'ordre, en même tems qu'on admirera cette vive et lumineuse intelligence qui semble enseigner, sous une forme plus pratique, plus simple, aux hommes vieillies dans l'étude des lois ce qu'elle saisit, ce qu'elle apprend d'eux au moment même. »

..... Trompez-vous sur le caractère de la mission législative et despotique de Bonaparte, cela est permis encore quand on a souffert de ce despotisme, qui, comme tous les pouvoirs établis, voulait survivre à sa tâche accomplie ; mais restez encore le jeune et pur conquérant de l'Italie, l'imposant négociateur de Campo-Formio ; reste l'homme de tant de grandes choses payées d'un sang versé pendant dix ans par nos soldats avec enthousiasme ; reste le créateur de tant d'utiles et hardis travaux qui font fleurir, parent et illustrent encore aujourd'hui la France ; reste le grand esprit dont les traditions ont inspiré le peu de bien qui s'est fait depuis 15 ans, l'écrivain incomparable, l'historien profond que les belles pages dictées à Sainte-Hélène nous ont montré l'égal de lui-même, le maître de tous, en quoique ce soit qu'il ait entrepris ; reste enfin celui qui, malheureux avec nous et comme nous en 1814, non par sa faute, ni par la fortune, mais condamné par la marche des choses, n'a pas cessé d'avoir sur le cœur, jusqu'à son dernier soupir, les douleurs et l'humiliation de la France, de son bel Empire ; et cela méritait un peu mieux qu'un ordre du jour sec, ingrat, méprisant ; mais c'est encore là un point sur lequel la chambre nous paraît en dissentiment complet avec la France. Une chambre telle que nous la voudrions n'eût pas méconnu à ce point ce qu'elle devait à la mémoire d'un grand et glorieux homme mort à quatre mille lieues de sa femme, de son pays et de son fils, implacablement et lentement supplicié par les rois de l'Europe, en haine de notre révolution, qui les avait tant de fois accablés par son bras.

Il ne se passe pas de jour sans que nous ne recevions, avec prière de les insérer dans le *Courrier des États-Unis*, quelques articles sur la politique, les sciences, l'industrie, et surtout quelques pièces de vers en l'honneur de la révolution française, car les derniers événements ont prodigieusement inspiré les poètes français qui se trouvent aujourd'hui en Amérique. Plusieurs de ces morceaux seraient certainement lus avec plaisir, mais les personnes qui nous les font parvenir comprendront facilement que nous devons supposer qu'en général nos lecteurs leur préféreront ceux des Cuvier, des Villemain et des Casimir-Delavigne, et que nous ne pourrions les reproduire dans le *Courrier des États-Unis* qu'en leur donnant la place que nous consacrons à des auteurs d'une renommée universelle. Notre but, comme notre devoir, est de chercher à plaire au plus grand nombre, et il nous serait pénible d'être accusés de mauvaise volonté par des personnes dont nous apprécions les talents et dont nous accueillerons avec plaisir les productions lorsqu'il nous sera possible de le faire. Parmi les meilleurs vers que nous ayons reçus, nous avons remarqué ceux qui ont été lus par M. Chaudron à la fête donnée par les habitants de la Mobile pour célébrer la révolution française ; nous les insérons aujourd'hui dans notre feuille.

### Assemblée à Tammany Hall, pour les préparatifs de célébration de la Révolution de France.

Le comité nommé dans une séance antérieure, s'est réuni à Tammany Hall le 12 de ce mois, sous la présidence du colonel James Monroe, ex-président des États-Unis, assisté de MM. Albert Gallatin, Walter Bowne, maire, Thomas Hertell, vice-présidents, et de MM. Daniel Jackson and M. M. Noah, secrétaires.

Le Président a ouvert la séance par un discours sur l'importance des derniers événements, rappelant les souvenirs de la guerre de la révolution, et l'honorable co-opération du général Lafayette ; après quoi, des mesures ont été arrêtées pour célébrer d'une manière éclatante les glorieux résultats de la révolution de France, le 25 de ce mois, jour anniversaire de l'évacuation de New-York en 1783.

En conséquence les sociétés d'artisans et d'ouvriers, le maire et le corps municipal, les sociétés littéraires, et de charité, les écoles publiques, les corps de milice et de pompiers, les français résidant à New-York, etc. ont été invités à se réunir pour former une procession dont l'ordre et la marche seront réglés par un comité.

Des comités ont été nommés spécialement pour les détails particuliers de cette fête, et pour préparer une adresse au pe-



ple français, exprimant les sentimens du peuple de New-York et le grand intérêt qu'il a pris au glorieux triomphe de la France.

Les glorieux évènements qui viennent de se passer en France, en même temps qu'ils ont agrandi et élevé le caractère des Français aux yeux de tous les étrangers, ont aussi resserré les nœuds qui les unissaient avec le peuple américain en particulier. En ouvrant avec la France des communications plus faciles et plus fréquentes, ces évènements ont fait sentir plus vivement la nécessité d'étudier la langue française même sous le rapport des intérêts commerciaux. Déjà sur quelques points des États-Unis, elle semblait disputer à la langue anglaise le titre de langue native, et sur tous les autres elle faisait partie de l'éducation de toutes les classes libérales; maintenant, et surtout à New-York, elle est si généralement cultivée que, comme branche de l'enseignement, elle rivalise avec la langue anglaise. Parmi les professeurs distingués de cette ville, nous recommandons au public Mr. G. Weisse, qui, depuis long-temps, suit une méthode claire, naturelle et philosophique, dont l'expérience et les succès ont démontré l'excellence.

(Voir les annonces.)

Nous publions aujourd'hui un avertissement de M. Le Ray de Chaumont relatif à des placements de terres dans les comtés de Jefferson et Lewis, dans l'état de New-York. Ces terres, pour la plupart, sont fertiles, couvertes d'arbres précieux, parfaitement arrosées et à portée d'une population active, et déjà nombreuse. Elles offrent des avantages égaux, à l'agriculture et au manufacturier, surtout à ceux qui réunissent ces deux industries. On peut les recommander avec d'autant plus de confiance que leur prix est en rapport avec les moindres fortunes, et que l'immense résultat des acquisitions de ce genre faites depuis vingt ans dans l'état de New-York, est le signe le plus certain des succès qui attendent les acheteurs.

#### VINGT-DEUXIÈME CONGRÈS.

(Extrait du Journal of Commerce.)

Les élections au Congrès sont maintenant terminées dans les états du Maine, Massachusetts, Vermont, New-York, la Pennsylvanie, Delaware, Ohio, Caroline du Sud, Géorgie, Louisiane et Mississippi.

Elles donnent lieu au rapport suivant entre les délégations au dernier Congrès et au prochain.

	Congrès actuel.		Prochain Congrès.	
	Jackson.	Anti-J.	Jackson.	Anti-J.
Maine.....	4	3	5	1
Massachusetts..	0	13	0	11
Vermont.....	0	5	0	3
New-York.....	19	15	23	11
Pennsylvanie...25	1	17	9	9
Delaware.....	0	1	0	1
Ohio.....	8	6	9	5
Caroline du Sud	0	0	9	0
Géorgie.....	7	0	7	0
Louisiane.....	1	2	0	3
Mississippi.....	1	0	1	0
	74	46	71	45

On aura encore à pourvoir à un remplacement pour l'état du Maine, deux pour le Massachusetts, et deux dans le Vermont. Ils seront tous anti-Jacksoniens, c'est à dire contre l'administration, de sorte que le nombre des membres de l'opposition s'élèvera à 50. Ainsi le parti Jackson a perdu sept voix depuis l'an dernier.

Le ministre français à Washington a présenté le 7 de ce mois, au Président, une lettre autographe de S. M. Louis-Philippe I<sup>er</sup>, annonçant son accession au trône de France, sous le titre de Roi des Français.

#### Consulat général d'Autriche.

AVIS AU COMMERCE. — Le soussigné prévient le commerce qu'il a reçu l'avis officiel de la reconnaissance du nouveau gouvernement de France par S. M. impériale et royale l'empereur d'Autriche: qu'en conséquence des ordres ont été transmis dans tous les ports autrichiens pour l'admission des bâtimens portant pavillon tricolore.

L. baron LEDERER, consul général d'Autriche.  
New-York, 12 novembre, 1830.

### STATISTIQUE.

#### CONDAMNATION A MORT EN ANGLETERRE.

Puisque nous sommes encore à discuter sur l'abolition de la peine de mort, nous croyons intéresser nos lecteurs en mettant sous leurs yeux un tableau des exécutions qui ont eu lieu en Angleterre depuis 1550 jusqu'en 1826. C'est surtout dans ce pays que l'on est frappé de l'influence progressive de la civilisation qui, par sa seule force et sans avoir besoin d'un décret, rendrait bientôt inutile une mesure atroce qui trouve encore quelques défenseurs aujourd'hui. La question de la suppression de la peine de mort se trouve toute résolue par les faits que voici:

Hollingshed calculait que, sous le règne de Henri VIII, 72,000 personnes avaient péri par la main du bourreau; ce qui faisait, en moyenne, 2,000 par an. Sous le règne d'Elizabeth, on n'exécutait plus déjà que 400 personnes en chaque année moyenne. D'après les tables des condamnés de Old Bailey (pour Londres et Middlesex), publiées par Howard, d'après les calculs de sir Samuel Romilly présentés au parlement dans son discours du 9 février 1810, et enfin d'après les *returns*, voici quel a été, de 1749 à 1826, le rapport relatif des condamnations aux commutations, avec une lacune toutefois de 1772 à 1802. On manque de documens sur cette période:

	Nombre des condamnés.	Nombre des commutés.	Sur 1,000, nomb. des commutés.
Londres et Middlesex.			
De 1749 à 1756, moy. ann.	53,5	15,2	28,5
De 1756 à 1764	29,5	12,1	41,0
De 1764 à 1772	57,1	28,0	49,0
De 1802 à 1808	75,4	65,8	87,0
De 1813 à 1818	178,3	159,3	89,2
De 1820 à 1826	163,5	140,4	85,8
Dans toute l'Angleterre et le pays de Galles.			
De 1810 à 1820	799,6	714,1	89,3
De 1820 à 1826	1093,7	1018,3	92,9

Ainsi le nombre des commutations de la peine de mort s'est accru, depuis soixante-seize ans, de vingt-huit ou vingt-neuf à près de quatre-vingt-treize sur cent condamnations. Ce qu'il y a de très-remarquable, c'est que le mouvement progressif a été régulier, sauf de 1820 à 1826, pour Londres et Middlesex, exception qui doit s'expliquer par quelques causes locales et quelques circonstances accidentelles, car dans l'Angleterre et le pays de Galles il y a eu pendant les mêmes années cinq mille deux cent soixante-dix condamnations, cinq mille sept cent dix-neuf commutations, quatre-vingt-neuf et demie sur cent condamnations.

On voit que le nombre des commutations s'est accru de 64 à 65 centièmes en soixante-seize années, ou 85 millièmes par année. Si cette progression continue assez régulièrement, il est aisé de calculer que, dès 1834, la peine de mort cesserait d'être appliquée, tout en étant prononcée aussi souvent et même plus souvent qu'autrefois.

#### DURÉE DE LA VIE HUMAINE.

On a fait les calculs suivans sur la mortalité annuelle dans les différens pays de l'Europe. Cette mortalité est, pour l'Angleterre et le pays de Galles réunis, d'un sur 60; pour le pays de Vaud, d'un sur 48; pour la Suède et la Hollande, aussi d'un sur 48; pour la Russie, d'un sur 41; pour l'Autriche, d'un sur 38; pour Naples et pour la Prusse, d'un sur 33 ou 55.

A Livourne, la mortalité annuelle est d'un sur 35; à Madrid, d'un sur 29; à Rome, d'un sur 25; à Palerme, d'un sur 31.

En France, sur cent personnes, la moitié seulement parvient à vingt ans, et un tiers seulement à quarante-cinq. La mortalité s'accroît en raison de la pauvreté, et baisse proportionnellement en raison de l'opulence. Dans les départemens riches de la France, la vie moyenne est de douze ans plus longue que dans les départemens pauvres.

On a conservé à Genève, depuis 1590, des tables de mortalité; on y voit qu'au tems de la réforme, la moitié seulement des enfans parvenait à quatre ans, au dix-huitième siècle, la même quantité atteignait 27. Nous arrivons enfin à cette conclusion remarquable, qu'en trois cents ans, les probabilités de la vie, pour un citoyen de Genève, au moment de sa naissance ont quintuplé. Voici quelle a été progressivement la vie moyenne: Il y a trois siècles, dix-huit ans; dans le siècle suivant, vingt-trois; le milieu de ce même siècle, trente-deux; et dans le siècle actuel, de 1815 à 1826, trente-six ans.

### POÉSIE.

#### LA FRANCE RÉGÉNÉRÉE.

N'envie plus aux Dieux suprêmes  
L'encens offert sur leurs autels,  
Et du poids de vos diadèmes,  
Rois! n'accablez pas les mortels.  
En vous couvrant de sa puissance,  
L'homme crut, dans son innocence,  
Faire un heureux pacte d'amour;  
Mais, atteint de votre tonnerre,  
Il vient briser dans sa colère  
Les fers qu'il obtint en retour.

Rassurez-vous, Français paisibles,  
Les Rois craignent pour leurs foyers,  
Et pour se rendre inaccessibles  
Ils s'entourent de leurs guerriers.  
Le Germain passe et vous contemple,  
Il rêve au succès d'un exemple  
Qu'il croit suivre dans l'avenir;  
Mais aujourd'hui, ce qui l'entraîne,  
C'est Venise agitant sa chaîne,  
C'est tout un peuple à contenir.

Quand l'aigle de la tyrannie,  
De Vienne quittant les remparts,  
Laissa tomber sur l'Ausonie  
Le pesant sceptre des Césars;  
La terre classique des braves,  
Trembla sous le poids des entraves  
Qu'un peuple traîne avec effroi;  
Mais, les murs du vieux Capitole,  
Recélent encore l'idole  
Des orphelins du peuple-roi.

C'est de vous, Ombres révérées,  
Qu'un grand peuple apprend son devoir:  
C'est sur vos tombes consacrées  
Que l'opprimé viendra s'asseoir;  
Nobles martyrs, pures victimes,  
C'est vous, qui du bord des abîmes,  
Avez sauvé la Liberté.  
Objets de nos douleurs profondes,  
C'est vous, dont la voix des deux mondes  
Proclame l'immortalité.

Si le ciel, de ses quinze lustres  
Daignait retrancher vingt hivers,

J'irais, à des Français illustres  
Offrir l'hommage de mes vers.  
J'irais, dans ce moment propice,  
Toucher la main libératrice  
D'un Héros que j'ai célébré.  
Pour couvrir des cendres fidèles  
De fleurs, de palmes immortelles,  
J'irais où la France a pleuré.

Mais, sur des rives étrangères,  
Brisé contre un dernier écueil,  
Je ne verrai plus de mes pères  
Ni les Lacs, ni le cercueil.  
En succombant à l'infortune,  
Je subis une loi commune,  
L'oubli des mortels orgueilleux.  
Mais, si dans ma longue souffrance  
J'apprends le bonheur de la France,  
Je ne me plaindrai plus des Dieux.

SIMON CHAUDRON.

### MÉLANGES.

Une personne qui a vécu dans l'intérieur du château des Tuileries et qui fut long-temps à même d'observer ce qui s'y passait, se propose de publier une suite d'esquisses où les principaux personnages et les mille petits évènements journaliers de la cour des Bourbons sont retracés avec une exactitude spirituelle et fort piquante.

Là viennent figurer tour-à-tour les dignitaires, les grandes dames, les évêques, les princes et princesses de la famille royale, etc. Les scènes sont variées comme les portraits qu'elles encadrent. Nous en avons extrait deux du recueil, une messe au château le dimanche et une représentation théâtrale aux Tuileries. Nous donnons aujourd'hui la messe à nos lecteurs. Nous faisons remarquer que l'ouvrage auquel nous empruntons ces extraits a été composé long-temps avant les derniers évènements.

#### UNE MESSE AU CHATEAU LE DIMANCHE.

Je trouvai toutes les travées de la chapelle pleines de dames: elles causaient en attendant la famille royale, comme elles auraient pu faire au spectacle dans un entr'acte. Les hommes en usaient de même. On riait, on se promenait, on se donnait la main dans la galerie de droite comme dans un foyer. C'était un vacarme à ne pas s'entendre. De leur côté, les musiciens de la chapelle, établis dans une tribune grillée, située en face de la tribune royale et au-dessus de l'autel, achevaient de donner à cette réunion la physionomie la plus profane, en essayant à grand bruit des traits de chant, et en mettant leurs instrumens d'accord. Parmi tout ce monde circulait, comme l'ordonnateur d'une fête, le garde du corps, le colonel L... Comme la distribution des billets de travées le regardait, les femmes lui souriaient avec complaisance, et il allait de l'une à l'autre, un calepin à la main pour recueillir les remerciemens et enregistrer les invitations d'usage. Cet honnête homme passait alors pour un des plus actifs tondeurs de nappes de la capitale. Il avait la tête petite, le corps long et maigre, les cheveux ras et blancs, la bouche en gueule de lévrier. Ainsi que les personnages du théâtre de Séraphin, sa figure n'était visible que de profil. Du reste, en saluant, il laissait pendre et tomber ses longs bras de leur propre poids; ce qui leur donnait l'air de ne tenir à ses épaules que par un fil.

On fit descendre quatre gardes pour figurer autour de l'autel; puis on en plaça deux dans la tribune du roi et un à chaque travée. Les deux gardes de la manche de service, sortant de derrière un paravent dressé dans une pièce voisine, s'avancèrent alors. Leur magnifique costume attira tous les regards. Ils portaient une tunique de taffetas blanc, toute couverte de riches broderies, parmi lesquelles ressortaient des soleils à rayons d'or, des écussons d'azur, parsemés de fleurs de lis d'argent et de petits drapeaux de différentes couleurs. Un chapeau à la Henri IV, entouré de plumes blanches et orné d'une large ganse brodée, une fraise à gros plis bien empesés, des bas de soie à coins tranchans et des souliers de satin, complétaient leur habillement. Armés d'une hallebarde garnie de velours et de clous dorés, ils allèrent se placer chacun sur un coussinet de maroquin, aux deux extrémités de la tribune du roi.

Ce ne fut pas sans étonnement que j'appris que l'un d'eux exerçait la profession de batteur d'or dans le faubourg Saint-Antoine. Atelier au quatrième, casquette de loutre, langage vulgaire, femme illégitime, tout en était. A sa place j'aurais cru que je devais à ma blanche tunique de passer ma vie chastement et dans l'immobilité pompeuse d'un paon empailé.

Ces gardes de la manche sont tout simplement des gardes du corps plus spécialement chargés de concourir aux pompes de la cour. Ils ont par an 2 et 300 francs de plus que les autres pour cela.

Leurs fonctions se réduisent à celle du commandeur dans le *Festin de Pierre*, au quatrième acte, moins le mouvement de tête.

Cependant, l'instant où le roi allait entrer dans la chapelle approchait; notre brigadier était aux aguets; soudain il s'avança vers la balustrade de la tribune royale, et se penchant en dehors, la main appuyée sur la draperie de velours cramois, il cria: le roi! Aussitôt les fifres éclatèrent en sons perçans, et les tambours des cent-suisse exécutèrent lentement, sur de grandes caisses détendues et peintes en bleu, la batterie la plus rauque, la plus baroque et la plus sauvage qu'on puisse imaginer. Je me crus transporté au milieu d'une troupe de Caraïbes marchant au combat en soufflant dans des os de morts et en frappant sur de grandes peaux. Un de mes camarades, non moins novice que moi, me demanda si la messe allait commencer par une danse d'ours. Cette batterie, ainsi que d'autres usages de cour non moins extravagans, remonte, dit-on, au tems de François I<sup>er</sup>; je suppose qu'on ne l'oubliait pas les jours d'auto-da-fé.

M. le dauphin entra dans la chapelle, marchant tous les jours à grandes enjambées, ce qui l'obligeait à s'arrêter



ter et à se retourner souvent. Je vis à ce mouvement quelques courtisans s'approcher de son altesse royale, présumant qu'elle avait quelque chose à leur dire ou quelque ordre à leur donner; mais elle les déconcerta en leur tournant brusquement le dos. Le roi entra à son tour, suivi de deux cardinaux, qui saluèrent les officiers du dauphin avec un onctueux mélange d'orgueil et de bonté. Un bruit de soie annonça l'arrivée des princesses. Madame la dauphine avec ses grandes plumes était très imposante; elle jeta sur le public un regard où se peignaient le sentiment de sa grandeur et la fermeté de son caractère. Peut-être eût-on voulu y lire autre chose; le roi se plaça au milieu de la tribune, entre elle et M. le dauphin. Pour madame la duchesse de Berry, elle prit place à la droite de ce dernier. Cet arrangement terminé les courtisans se rangèrent derrière la famille royale. Avant de se mettre à genoux, le roi salua l'assemblée; M. le dauphin en fit autant, mais avec moins de majesté; ce fut en hochant la tête et en clignant de l'œil, après quoi il se mit à se tambouriner sur la joue avec les deux premiers doigts de la main droite. Le dauphin fit la révérence d'un air sérieux et en regardant en dessous; la duchesse de Berry sourit, s'inclina légèrement et salua de l'éventail. Ces augustes personnages s'agenouillèrent ensuite, et la messe commença.

Je me serais aperçu, rien qu'au son de voix et à l'application des officiers, qu'il ne s'agissait nullement d'une messe à 12 sous. On y va plus rondement avec des tisserands et des charbonniers! C'étaient des soupirs, de profonds saluts, des accents pleins d'une tendresse pénétrante; on eût dit que ces saints hommes allaient se trouver mal: heureusement il n'en fut rien. Un jeune diacre se faisait surtout remarquer par ses manières patelines: il baissait les yeux, allongeait le cou et faisait la révérence comme une femme. Sans son air naïf, on eût pu mal penser de ses mœurs, encore qu'il ne faille pas croire que la stupidité soit un sûr garant de l'innocence du cœur et de la régularité de la conduite.

Depuis le prêtre qui disait la messe, et qui par sa maigreur, le feu de ses regards, sa mitre blanche, sa croix d'or et son air animé, rappelait les saints pontifes de Jouvencet, jusqu'aux enfans de chœur qu'on voyait aller et venir autour l'autel en bas de couleur et en gros souliers, tout ce qu'il y avait de gens d'église avait l'accent gascon.

Or, j'étais en faction à la première travée de la galerie de droite. Derrière moi bavardaient en gesticulant et en jouant de la prunelle deux jeunes femmes assez jolies et assez bien mises, mais un peu communes; elles n'avaient jamais vu la famille royale, en sorte qu'elles ne cessaient de la contempler en exprimant à haute voix leur surprise et leur admiration. Oh! les beaux diamans! oh! les belles fleurs! oh! les belles plumes! etc. Tiens! voilà le roi qui va priser! et l'une d'elles se haussa sur la pointe des pieds pour voir le roi priser! le roi prisait, alors elle se replaça sur les talons en laissant échapper avec bruit son haleine qu'elle retenait depuis l'ouverture de la tabatière. L'autre femme prenant la parole: « Mais regarde donc le dauphin, dit-elle, on dirait que la figure lui démange; tiens! il se frotte le ventre contre le velours de la balustrade! Mais qu'a-t-il donc qu'il ne cesse de remuer? Ah! le voilà qui chante! — Paix! » dis-je à mon tour, ennuyé de ces niaiseries: elles se turent.

En ce moment, les chanteurs de la chapelle firent entendre une hymne d'une si grande beauté, que je ne songeai plus qu'à les écouter; il en fut de même des autres spectateurs, les chuchotemens cessèrent, chacun levant la tête resta comme en extase, et tous les yeux par un mouvement instinctif, se tournèrent vers la grille dorée d'où sortaient ces flots d'harmonie. On eût dit, à l'expression de ravissement peinte dans les yeux à demi soulevés des femmes, que des anges planaient d'un vol immobile au-dessus de nos têtes. Ainsi que mes voisines, je fus bientôt hors de moi; je vis les cieux ouverts, les cieux tels que je me les représentais à quatorze ans; des guirlandes de fleurs volaient çà et là parmi les nuages d'encens; des anges, vêtus de tuniques éclatantes jouaient du violon assis sur des sièges d'or; au bord des ruisseaux, sous les cèdres épars se promenaient, une palme ou une tige de lis à la main, des vierges telles que la poésie et l'amour en révélèrent à Raphaël. Oh! qu'alors le catholicisme avec ses concerts, ses parfums, ses peintures, ses riches vêtements, me parut un culte aimable, et que j'aurais mal accueilli la proposition de me faire puritain.

Cependant j'étais tellement pressé par les deux infantes dont j'ai parlé, et par quelques jolies Anglaises dont les regards semblaient solliciter mon indulgence, que j'éprouvai au bout d'un quart d'heure (le chant grégorien ayant d'ailleurs remplacé l'autre) le besoin de changer de position. Le garde de réserve que le brigadier m'envoya, répondant de la main à mon signe de détresse, se jeta dans la foule de manière à me faire comprendre que la mission dont on le chargeait ne lui était nullement désagréable. C'était un jeune homme robuste, jovial, coloré, qui eût porté le ciel sur ses épaules. Il arriva, salua les dames, et se chargea de mon fusil. Alors, le sabre sous le bras, et le cœur plein d'une vague rancune, j'allai, après avoir couru quelques bordées, dans la galerie, me mettre en panne devant la tribune du roi.

Ce fut vous que j'aperçus en premier lieu, ô nonce de notre très saint-père le pape! vous portez des bas violets, vous marchez les pieds en dedans, vos gros yeux sont remplis d'une expression de circonspection toute sacerdotale; il y a autour de vous des figures sèches et tristes, semblables à des pélicans qui regardent dans l'eau; elles imprimaient aux rides de leur front le mouvement d'une jalousie qu'on hisse. Parmi ces individus étaient des militaires convaincus que c'en était fait de leur avancement sans l'appui du sacristain; ils tenaient à la main de gros livres à sinets.

M. de Damas-Crux, à genoux sur le tapis, les mains jointes et appuyées sur une chaise, remuait la tête à la manière des mandarins de bois peint qu'on voit chez les marchands de thé et marmotait des paroles latines qu'il semblait rouler dans sa bouche comme des pois chauds. Trois courtisans, vêtus d'habits magnifiques, le regardaient faire d'un air impassible.

Le petit cardinal de la Fare, assis derrière madame la dauphine, tournait de tems en tems vers le roi la benigne adulation de sa face écarlate. Il a les jambes en balustres, il marche avec suffisance; ses yeux sont gris, son nez est crochu.

Le grand-aumônier, ramassé dans la soie de son manteau, laissait aller sa lèvre en avant, et tenait dans un repos stagnant son visage en croûte de pâté.

Un chanoine de Saint-Denis psalmodiait à côté de lui. Ce chanoine était pâle, avait des joues pendantes et des jambes de basset. Rétribué pour gémir en larmoyantes synopes sur la cendre des rois morts, il semblait surpris de se trouver en présence d'un roi vivant et ailleurs que sous les cintres étroits de son église gothique.

Debout, contre la porte du fond, étaient M. de Villèle et le maréchal Lauriston. Ce dernier avait les lèvres placées comme un homme qui siffle, et, de tems en tems, il se frappait le ventre. On a fait de longs discours pour nous convaincre du mérite de ce joyeux compagnon; le fait est que tout ce qu'il avait d'esprit, et il l'avait très ordurier, eût pu tenir dans un dé à coudre. Il était un exemple de ce que peut la fortune en faveur de la médiocrité.

Qu'on ne me demande point quel rôle a joué M. de Villèle avant d'être député et ministre; il n'a jamais été aperçu que je sache, parmi les traîneurs de sabre de l'empire; et les républicains de la vieille roche, quel que fût leur inclination pour les laides figures, ne l'ont probablement jamais chargé du soin de leurs affaires.

Ignorant, opiniâtre, orateur sans entrailles, politique sans dignité, il revenait de droit aux premiers jours de la restauration; une expression de réflexion inquiète est habituellement peinte sur sa figure, à laquelle un long nez, de petits yeux de porc, un teint bilieux, donnent un caractère marqué d'activité surnoise. A la cour on l'appelait le râteau de fer, à cause de la coriace exiguité de sa chétive personne. Monotone dans ses gestes comme dans la nazale articulation de ses sèches répliques, son regard et le son de sa voix obligent la riante espérance à replier ses ailes. Il marche le corps droit, la tête basse, avec hâte, en ruminant: quand il était ministre, il traversait les salles des gardes en jetant de côté quelques regards en dessous. On eût dit que, portant en fraude le diable sur ses épaules, il craignait d'attirer notre attention. On devine à la seule inspection de ses traits l'élé du jésuitisme, le champion des idées retrouées, le mauvais citoyen, enfin, dont la chute devait devenir l'objet des vœux de tout un peuple. — Et cependant ce ministre s'est opposé à la guerre d'Espagne, et a proposé la réduction de la rente, tant il vrai qu'il n'est pas plus donné à l'homme d'atteindre aux dernières limites de l'absurde, qu'à celles de la perfection.

#### L'ORPHELIN.

C'était pendant une nuit du mois de décembre; la neige couvrait la terre; le vent du nord soufflait avec violence, et faisait entendre un sifflement prolongé en passant entre les branches des saules qui ombrageaient les tombeaux du cimetière de Passy. George, le garde du champ de repos, terminait sa ronde de nuit, accompagné de son fidèle Dragon; la lune en ce moment réfléchissait sa pâle lumière sur la partie du terrain où se trouvait située la fosse commune. Le garde croit apercevoir l'ombre d'un corps qui se meut; il donne à Dragon le signal ordinaire, aussitôt l'animal aboie avec force, et court à la découverte; son maître le suit et bientôt il le trouve caressant un jeune enfant qui, penché vers la terre, semble vouloir la creuser de ses mains; c'est Paul, orphelin depuis deux jours, celui que Dragon préfère à tous les autres enfans du village; car Paul, chaque matin, vient partager son déjeuner avec lui. « Que fais-tu là mon ami, lui dit George? » Paul relève sa tête, et répond en essayant deux grosses larmes qui coulaient sur ses joues: « Je cherche ma mère. » Le garde ému serre l'enfant dans ses bras, et l'entraîne loin de ce lieu de douleur.

Durant quelques jours on eut soin de veiller sur lui; mais bientôt Paul ne pleura plus; on crut que le tems avait calmé sa peine. Cependant un mois après, au milieu d'une nuit plus froide encore que n'avait été celle où George trouva l'orphelin dans le cimetière, le garde entendit Dragon pousser de lamentables cris; ils partaient du côté de la fosse commune. George sort de sa demeure, s'y dirige, et à la lueur de sa lanterne il aperçoit Dragon couché près du corps glacé du petit Paul. L'orphelin avait retrouvé sa mère. Le lendemain il reposa près d'elle.

(Furet de Londres.)

#### ANNONCES.

##### ATLAS DE L'EUROPE A L'ECHELLE DE

1  
600,000

(Projection modifiée de Flamsteed.)

Dressé sur les documens authentiques les plus récents et les cartes construites par les plus célèbres géographes, par PH. VANDER MAELEN, membre de l'Académie Royale des Sciences et Belles Lettres de Bruxelles, de la Société de Géographie de Paris, etc.; gravé sur pierre sous la direction de J. Collon. Cet ouvrage sera composé de 165 feuilles et d'un tableau général d'assemblage. Il paraîtra en quarante-neuf livraisons de quatre feuilles chacune sur grand colombier d'Annonay. Déjà 14 livraisons ont été livrées aux souscripteurs; elles paraissent à des époques indéterminées, mais toutes les mesures sont prises pour que l'intervalle de l'une à l'autre n'excède pas cinquante jours.

Le prix à New-York est de quatre dollars par livraison. S'adresser au bureau du *Courrier des États-Unis*, No. 7 Broad-st, l'on pourra prendre connaissance des livraisons qui ont paru et où se trouvent des prospectus.

On ferait des échanges pour des objets d'histoire naturelle pour des collections d'insectes, de minéraux, de coquillages, etc.

Mr. G. F. WEISSE, de Paris, qui a professé dans plusieurs pensions de cette ville et notamment au *High School*, vient d'ouvrir une classe du soir pour l'enseignement de la langue française, au No. 3 Courtlandt street.

Mr. G. F. W. donne aussi des leçons particulières. Heures des classes, de 6 à 7 et de 7 à 8.

Les personnes qui désireraient prendre des leçons pourront trouver Mr. W. au No. 3 Courtlandt street, tous les jours, depuis 1 heure jusqu'à 3.

J. B. LAFOY, No. 27 Ann-street.

De retour à New-York, où il est connu depuis vingt ans pour faire les Perroquets et Toupets.

Deux Poêles de fayence à vendre; un petit tout monté et un grand démonté.

Le soussigné, tant pour lui que pour les personnes dont il est le fidei-commissaire ou l'agent, a plus de 200,000 acres de terre dans les comtés de Jefferson et Lewis, dans l'état de New-York, à vendre à des colons. Ces comtés sont ainsi décrits sur les cartes publiées par l'Arpentier-Général de l'Etat. « Jefferson. La surface de ce comté est ou tout à fait unie ou variée d'une manière agréable par les mouvements de terrain. Le sol est généralement riche et d'une qualité supérieure, et donne des récoltes abondantes de tous les produits du climat. La pousse des arbres est très forte et offre une grande variété: érables, hêtres, bouleaux, chênes, noyers, tilleuls, frênes, ormeaux et de gros pins. Il y a sur les ruisseaux et rivières du comté beaucoup de chutes et cascades. La rivière Black traverse ce comté dans une direction N. O. Les plaines alluviales le long de cette rivière sont considérables et très fertiles. Dans les terres hautes le sol est profond, chaud et productif. Entre la vallée et les limites occidentales du comté est un plateau élevé, quelquefois rude et montagneux, mais généralement offrant une grande proportion de bonnes terres. La plus grande partie du pays au nord et à l'est de cette vallée est sauvage et non peuplée, couverte de forêts d'érables, hêtres, tilleuls, ormeaux, noyers, bouleaux, chênes et sapins. » 50,000 acres de ces terres ont été récemment mis en vente à 1 dollar l'acre et le reste se vend de 2 à 6 dollars l'acre. Il y a aussi plusieurs fermes à vendre dont le prix est de 6 à 10 dollars l'acre. Les deux comtés contiennent environ 65,000 habitants. Les parties offertes par le soussigné ne sont point inférieures aux autres et présentent, dans une étendue de 60 milles sur 50, une variété de situations et de sols qui ne peut manquer de satisfaire tous les goûts. Le soussigné juge toutefois l'occasion s'en est présentée, qu'il n'invite point les Européens à venir sur ces terres à moins qu'ils n'aient devant eux les moyens de subsistance pour une année et pour payer partie du prix d'achat d'un morceau de terre. Plusieurs Européens qui possédaient ces ressources sont établis sur ces terres avec succès et ont invité leurs amis à les venir joindre; et le soussigné ne voudrait pas dire que le pays ne soit pas capable de les supporter ou même de les enrichir sans qu'ils aient ces moyens: mais il a toujours voulu éviter même la chance la plus éloignée de voir les émigrans déçus dans leurs espérances.

V. LE RAY DE CHAUMONT.  
Le Raysville, Jefferson County, novembre 1830. 76—

AVIS. — M. JOSEPH COLLET, No. 133 Greenwich-street, a constamment à vendre aux prix les plus modérés en gros et en détail, un assortiment complet de vins de France, d'Espagne, liqueurs de toutes sortes, vieux xères, (sherry) vins d'Oporto et Madère, eaux-de-vie de prunelle, genièvre et rhum en bouteilles, dames jeanne ou futs en entrepôt; Chateau-Margaux, Lafite, St. Julien, Médoc, Hermitage, Côte-rôtie, haut Barsac, Sauterne, Grave, Malaga, muscat frontignan, Champagne en bouteilles et en paniers, etc.

Jos. Collet s'engage envers le public et ses amis à fournir ces articles dans leur état naturel, tels qu'ils ont été importés, et à plus bas prix qu'on ne pourrait se les procurer ailleurs.

Les frais de transport seront à sa charge. Il prépare pour les voyageurs des provisions, et des fruits dont il garantit la conservation à la mer. Bœuf, veau, cuisses d'oie, volailles, canards, confits, etc. tomates, champignons, coings, tablettes de bouillon, etc.

Joseph Collet peut également disposer de quelques appartemens bien meublés, et recevoir en pension chez lui à des prix modérés un petit nombre de personnes respectables.

#### AVIS.

Le docteur V. GUILLOU, ayant définitivement fixé sa résidence à New-York, a l'honneur de prévenir le public, qu'on pourra le consulter tous les jours à son domicile No. 52 Hudson-st. L'expérience qu'il a acquise par un long séjour sur la côte du Mexique, et dans les Indes occidentales et l'étude particulière à laquelle il s'est livré des maladies ordinaires dans ces climats, le mettent à même de donner des conseils salutaires aux personnes qui auraient l'intention de les habiter. Les français et les espagnols ignorant la langue anglaise, pourront consulter le Docteur Guillou dans leur propre langue. Il se réfère:

à New-York, aux docteurs	{ Alex. H. Stevens, J. W. Francis, J. J. Graves,	Professeurs de l'université de Maryland.
à Philadelphie	{ R. Laroche Thos. Harris	
à Baltimore	{ Samuel Baker R. W. Hall V. Potter, etc.	

Le docteur Guillou recevra volontiers dans son étude, deux élèves en médecine, ou un plus grand nombre, qui indépendamment des moyens qu'ils trouveront chez lui de se perfectionner dans leur profession, auront la faculté d'y acquérir sans frais la connaissance des langues française et espagnole. 41

SYLVESTER, 130 et 311 Broadway.

Prend la liberté de rappeler aux personnes qui lui donnent leurs ordres, que, chaque JEUDEI, on fait un tirage de la Loterie de New York et qu'il a reçu de l'Etat une licence pour vendre des billets, ou parts de billet.

Novembre 24, extra class,	\$20,000, 10,000,	prix du billet \$5.
Décembre 1, do.	quatre de \$10,000,	5.
8, do.	\$20,000, 10,000,	5.

Avis important aux amateurs de la Danse de société et de la Walse, et principalement à ceux qui tiennent à profiter d'une bonne méthode d'enseignement:

ÉCOLE DE DANSE ET DE WALSE.

M. et M<sup>me</sup> ACHILLE ont l'honneur de faire savoir que leur Ecole de Danse rouvrira le 2 octobre.

Prix par quartier \$12, et \$5 d'entrée pour les commençans. Ils pourront donner chez eux ou en ville, des leçons particulières. S'adresser, pour le prix et conditions, à leur demeure, Walker street, No. 84. 63—8f

Une jeune personne française de 15 à 20 ans, sachant coudre, trouvera à se placer comme bonne en seconde, pourvu qu'elle puisse produire de bons renseignements. S'adresser au bureau du *Courrier des États-Unis*. 74—4f

Très beau Papier de Poste français à vendre chez A. THOISNIER DESPLACES, 32 Exchange-place.

#### CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le *Courrier des États-Unis* paraîtra tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit: à New-York, au bureau du *Courrier des États-Unis*, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du *Courrier des États-Unis* ou à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

#### PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.  
\$15, sans le Journal.  
\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 cent pour chacune des fois suivantes.